



GRAND ENTRETIEN. L'économiste Philippe Dessertine estime que l'approche économique des problèmes du monde n'est pas réductrice

« L'Europe, une nécessité de pl

QUESTIONS À

Philippe Dessertine
économiste, professeur à l'université
Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur
de l'Institut de Haute Finance.

Peut-on dire que le monde actuel est en train de passer du libéralisme au nationalisme ?

Je pense qu'il faut distinguer ce qui est économique et ce qui est politique. Aujourd'hui, le monde est taraudé par la question des migrants, par la peur de la migration massive – en Europe au premier chef, mais aussi aux États-Unis. Là-bas comme ici, de nombreux pays sont tentés de fermer leurs frontières. Cela signifie, de fait, que la libre circulation du commerce, des flux financiers mais encore la libre circulation des personnes et des idées sont remises en cause de manière très forte.

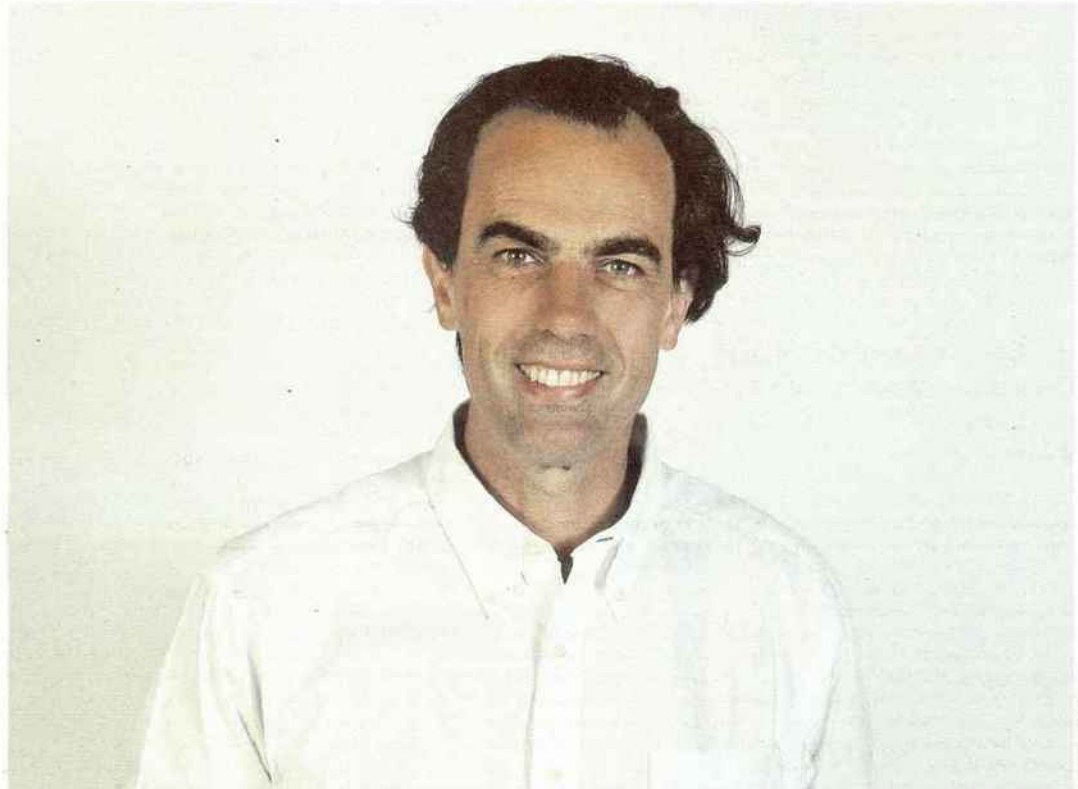
Cela ne heurte-t-il pas, de front, l'Union européenne, dont la philosophie, dès l'origine, consistait à favoriser les échanges, associer la libre circulation des personnes et des biens ?

Je ne peux vous répondre sans rappeler quelques éléments d'Histoire. Après la Seconde Guerre mondiale, les pères fondateurs de l'Europe ont cherché le moyen de ne pas retomber dans la barbarie, l'éventuelle troisième guerre mondiale risquant de faire disparaître l'humanité. Leur démarche visait donc à protéger la paix.

On comprend bien que la question militaire et la question économique étaient, dans leur esprit, tout à fait scellées. L'échec de la Communauté européenne de défense (CED) a mis à mal cette entreprise. D'un côté, les citoyens européens comme la plupart de leurs représentants ne souhaitaient pas s'inscrire dans une logique militaire, de l'autre, les États-Unis n'ont jamais voulu que l'Europe soit autonome – on s'en est rendu compte encore il y a quelques jours, à l'occasion de la réunion de l'OTAN. Cependant, l'organisation de la paix a été rendue possible.

Selon quelle inspiration ?

Dès les années cinquante, les pères de l'Europe se sont inspirés des deux grandes périodes de paix : l'Empire romain, la *Pax Romana*, dont l'une des conséquences était le développement du commerce et qui, pendant plusieurs siècles, a su assurer la paix à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, et les années qui se sont écoulées de la



© DAVID SPALSTEWski

« L'Europe doit prendre le virage de la quatrième révolution industrielle »

fin du Moyen Âge au déclin des guerres de Religion. Attardons-nous sur celle-ci. En Occident chrétien, la facilité de paiement, la question monétaire permettaient les échanges. Cette responsabilité était assumée par les banquiers lombards, qui garantissaient les réserves d'or des uns et des autres au moyen de traites ou de lettres de créance et qui, par ce procédé, facilitaient les transactions – comme une préfiguration de notre monnaie unique. Or, on l'ignore souvent, le taux directeur de la Banque centrale allemande s'appelle toujours le *taux lombard*. C'est dire la force de l'Histoire.

Vous soulignez ainsi que l'Europe a d'emblée pris racine dans le terreau financier.

En effet, mais pas seulement. Durant les années cinquante ont été créées des coupes d'Europe de football. Je sais bien que ce sont là des références un brin ludiques, mais il suffit de suivre les commentaires générés par la victoire de l'équipe de France en Coupe du Monde pour imaginer la force symbolique d'une telle innovation.

Les compétitions, dont le champ d'ac-

tion s'étendait jusqu'en Turquie et en Israël, se divisaient en une « Coupe des clubs champions », réunissant comme son nom l'indiquait les champions de chaque nation du continent, mais aussi la coupe de l'UEFA qui s'appelait, en ce temps-là « Coupe des villes de foire ».

De quoi s'agissait-il ?

En allusion transparente et formidable à l'histoire de l'Europe : au Moyen Âge, depuis la mer Noire jusqu'à Brest, des villes accueillait des marchés, des foires, qui favorisaient les échanges commerciaux et constituaient la véritable colonne vertébrale de l'Europe. On voit par là que l'économie ne se réduit pas à la caricature que veulent en faire les partisans d'un monde replié sur lui-même. Le commerce et les échanges ne sont pas des lubies mais bien les éléments cruciaux qui font vivre la paix.

Lorsqu'en 1949 a été créée la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), c'est la volonté de fonder les échanges sur les matières premières de guerre qui était à l'œuvre. En les partageant, on se donne les moyens de se prémunir de la guerre.

Pourtant aujourd'hui, de très nombreux citoyens européens semblent réclamer la paix par un regain de souveraineté nationale...

C'est une illusion. La peur d'être envahis, celle de perdre des repères culturels ou des valeurs animent un grand nombre de nos concitoyens européens. Derrière cette peur, on trouve la pression démographique, aujourd'hui considérable. Nous avons passé le cap des 7 milliards 600 millions d'êtres humains. Notons au passage que ceux qui préconisent la décroissance nous conduisent dans une impasse : quand chaque année cent millions d'êtres humains s'ajoutent à la population totale, il faut les nourrir et donc produire des richesses.

Pour l'heure, cette pression démographique provoque des mouvements migratoires considérables qui expliquent le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump. L'urgence est de leur apporter des réponses efficaces. Encore une fois, ce n'est pas le libéralisme qui crée le populisme, c'est la peur de l'étranger, la peur du migrant qui attise le désir de fermeture des pays. Le populisme est un phénomène indépendant de toute réflexion économique.

À LIRE

- **Le talent et les assassins**
Philippe Dessertine
Anne Carrière éditions
250 p., 19 €
- **Le monde s'en va-t-en guerre**
Philippe Dessertine
Anne Carrière éditions
170 p., 15 €



mais qu'elle ouvre des portes sur les enjeux politiques et culturels.

us en plus urgente >>

Certes, mais aujourd'hui, nous constatons que nos concitoyens veulent que la souveraineté de leur nation soit renforcée, l'Union européenne se révélant trop souvent technocratique à leurs yeux...

Dès l'origine, les Pères fondateurs se sont interrogés sur la meilleure façon de répondre aux angoisses des peuples. Au cours des années 70 et 80, au moment de l'élargissement aux pays du Sud, qui étaient à l'époque très pauvres, ils ont été confrontés au risque d'un afflux de populations venant des pays migrants.

« L'Europe ne peut pas tout faire elle-même, c'est vrai, mais elle peut faire en sorte d'être écoutée »

Ils ont choisi de lancer des plans d'investissement massif dans les pays les plus pauvres. Aujourd'hui, cette hypothèse européenne se vérifie partout. Les gens ne migrent pas pour obtenir des avantages à court terme, mais parce qu'ils pensent que là où ils se trouvent, ils n'ont plus d'avenir.

Vous souvenez-vous des panneaux affichés dans les régions les plus démunies de notre continent, voici une trentaine d'années ? « *L'Europe investit pour votre avenir.* » À chaque fois que l'on met en œuvre cette politique, les flux migratoires sont arrêtés, non parce que la situation est immédiatement meilleure, mais parce qu'on entre sur un chemin de progrès qui permet de construire un avenir.

Comment peut-on recouvrer une identité capable de séduire la jeunesse ?

Il faut faire comprendre que le dérèglement climatique est une question capitale. L'Europe doit prendre le virage de la quatrième révolution industrielle qui, comme son nom l'indique, propagera les progrès de la science dans le secteur économique et qui bouleversera la façon dont les humains vivent.

Déjà, l'intelligence artificielle et les innovations dans le domaine de la santé changent en profondeur nos modes de vie. Je préside le comité prospectif du Comité 21. Nous avons commencé à formuler des propositions. La logique de production, la logique de consommation se transforment de façon radicale. Nous devons définir une stratégie.

Alors que l'Europe a été leader de la réflexion scientifique et économique aux XIX^e et XX^e siècles, elle est trop absente des enjeux contemporains. Les grands groupes qui dominent ces marchés ne sont pas européens.

Cette révolution industrielle ne peut être décidée par un État mais par la libération des énergies créatrices que nos pays possèdent. Quand la France s'est couverte de lignes de chemin de fer, ce n'est pas l'État qui l'a décidé, mais des centaines de compagnies privées qui pouvaient aller bien au-delà de ce que pouvaient prévoir les pouvoirs publics. Il en va de même de nos jours. L'État ou les États ne peuvent porter la rupture parce qu'ils ont en charge la gestion de la continuité. Ce sont les institutions européennes qui pourront libérer les capacités d'investissement, l'innovation. Nous n'en sommes qu'au début parce que la science évolue de manière prodigieuse.

Mais que répondez-vous à ceux qui pensent que la réponse à la crise européenne réside dans une réappropriation de souveraineté politique ?

L'enjeu majeur est la survie de l'humanité. Pour cela, nous devons mettre en place un nouveau modèle économique. Peu d'économistes même comprennent à quel point la proposition d'un nouveau modèle, en réponse au problème démographique et au dérèglement climatique, est essentielle. L'enjeu n'est pas de savoir s'il faut défendre la SNCF ou construire des automobiles, mais la façon dont nous allons appréhender les « Big data », la création de robots.

Certes, mais pour accueillir les migrants, ne devrions-nous pas nous poser la question de notre identité ? Pour accueillir, ne faut-il pas savoir qui l'on est ?

Bien sûr... Et c'est même une dimension capitale parce que sur le plan démographique l'Europe va être, au fil des années, de plus en plus minoritaire. Alors la question se posera de savoir si une entité minoritaire sera en mesure de représenter, de soutenir, les valeurs qu'elle estime centrales et qui peuvent avoir un caractère universel, même si les autres peuples ou les autres entités politiques refusent de les reconnaître comme telles.

Acceptation des différences, égalité homme-femme, liberté de circulation, tolérance, humanisme, telles sont les valeurs qui définissent notre civilisation. Pour les défendre, il est indispensable de bâtir une force militaire. Tant que nous ne disposerons pas des outils communs pour incarner une défense européenne, nous ne serons pas crédibles.

De quelle façon pouvons-nous faire

émerger une puissance européenne ?

Je l'imagine plutôt comme une étoile. Chacune des nations qui compose l'Union européenne a des relations particulières, anciennes, avec d'autres parties du monde. L'Allemagne a des liens très forts avec la Russie, donc avec l'Asie, le Royaume-Uni peut se targuer d'une relation spéciale avec les États-Unis, l'Espagne et le Portugal ont tissé des relations très étroites avec l'Amérique latine, l'Italie déploie naturellement son rayonnement dans le bassin méditerranéen, la France en Afrique.

À mon sens, l'Europe doit mener une réflexion à long terme sur ces zones d'influence. Elle ne peut pas tout faire elle-même, c'est vrai, mais elle peut dépêcher ses « pays spécialistes » et faire en sorte que son avis soit écouté, pris en compte. Vous voyez bien qu'à travers cette problématique, on retrouve les grands débats qui ont mobilisé nos concitoyens lorsque fut présenté le projet de Constitution européenne.

De quelle façon considérez-vous le poids grandissant de la Chine ?

Elle sera, je n'en doute pas, la grande puissance mondiale de ce siècle. On doit lui associer l'Inde, ce qui ne sera pas sans poser des problèmes stratégiques et provoquera peut-être même des guerres, des tensions locales entre ces deux puissances.

Mais sous l'angle des rapports entre l'Europe et l'Asie, la Russie peut jouer un rôle déterminant. Pour l'instant, et nous ne pouvons que le regretter, du fait de l'invasion de la Crimée, du fait du comportement de Vladimir Poutine, tout cela me semble au point mort.

Le comportement du président Trump ne contrarie-t-il pas l'avènement d'une Europe unie ?

Je veux d'abord dire que Donald Trump n'est pas l'imbécile que l'on décrit souvent. Très mauvais businessman, il a dilapidé l'essentiel des appuis que son père avait accumulés. Mais il est un véritable acteur politique.

Il n'en demeure pas moins que sa façon d'être peut nous inquiéter : rejetant toute réflexion stratégique à moyen ou long terme, il refuse de voir le monde tel qu'il est en train d'évoluer. Ce président représente un facteur de déstabilisation important. Mais à quelque chose malheur est bon. Nous ne devons pas espérer le changer, mais utiliser ce qu'il incarne comme l'urgence de notre nécessaire évolution. L'avancée de l'Europe n'est pas une option, mais une nécessité, de plus en plus urgente. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIK CASADESUS